



Pole Institute

Institut Interculturel dans la Région des Grands Lacs



Les enjeux du cobalt congolais

Aloys Tegera, Senior Researcher

Dossier

Décembre 2019

Brot
für die Welt

Cette recherche a été réalisée grâce au financement de Pain pour le Monde

POLE INSTITUTE

Pole Institute est un Institut Interculturel dans la Région des Grands Lacs.

Son siège est basé à Goma, à Est de la RDC. Il est né du défi que s'est imposé un groupe de personnes du Nord et du Sud-Kivu (RDC) de croiser leurs regards dans un contexte de crise émaillé de beaucoup d'événements malheureux, caractérisé par des cycles de violences, de pauvreté, de mauvaise gouvernance, et de l'insécurité.

En conséquence, **Pole Institute** se veut un espace de :

- analyse et recherche autour des grands défis locaux et leurs implications nationales, régionales et internationales (pauvreté exacerbée, violences sociales, fractures ethniques, absence de repères, culture de l'impunité, etc.)
- analyse et renforcement des stratégies de survie des populations dans un contexte de guerre et de crise prolongée
- analyse des économies de guerre pour dégager des pistes de renforcement des populations locales et de leurs activités économiques
- recherche-action-lobbying en partenariat avec des organismes locaux, régionaux et internationaux.

Finalité et but :

Faire évoluer des sociétés dignes et non exclusives dans lesquelles agissent des personnes et des peuples libres en vue de contribuer à :

- la construction d'une SOCIETE dans laquelle chacun trouve sa place et redécouvre l'autre par le développement d'une culture de négociation permanente et l'identification des valeurs positives communes ;
- la formation d'un type nouveau de PERSONNE indépendante d'esprit enracinée dans son identité tout en étant ouverte au monde.

Politique :

- Initier, développer, renforcer et vulgariser les idées avant-gardistes en matière de paix, de reconstruction et de cohabitation des populations vivant en zones de crise.
- Initier l'émergence d'une culture de négociation (contre une culture de la mort) basée sur les intérêts des uns et des autres.

Dossier

Editeur responsable : Pole Institute

Directeur de publication : Nene Morisho Mwana Biningo

Rédacteur en chef : Godefroid Kā Mana

Comité de rédaction

- Nene Morisho Mwana Biningo
- Aloys Tegera
- Godefroid Kā Mana
- Jean-Pierre Kabirigi

Pole Institute

Avenue Alindi n°289, Quartier Himbi I

Ville de Goma / Nord-Kivu

B.P. 72 Goma (RDC) / B.P. 355 Gisenyi (Rwanda)

Tél.: (00243) 81 77 89 819 / (00243) 99 17 61 551

Web site: www.pole-institute.org

E-mail : poleinst@pole-institute.org, poleinst@free.fr

© Pole Institute, 2020

Tous droits de reproduction, de traduction et d'adaptation réservés pour tous les pays

Introduction

C'était un samedi 14 mai 1978 à l'aube. Les gendarmes Katangais de Nathanaël Bumba attaquent pour la deuxième fois le Zaïre de Mobutu. Ce dernier les avait repoussé une année auparavant avec l'aide des Marocains appuyés par une logistique française, belge et américaine. Un exploit entré dans les annales du Congo et connu comme *la guerre de 80 jours*.

Cette deuxième attaque de mai 1978 de Nathanaël Bumba fut une surprise. Les militaires de Mobutu avaient concentré leur attention sur leur frontière avec l'Angola d'où ils avaient été attaqués l'année d'avant. Le Front de Libération Nationale du Congo (FNL) de Nathanaël Bumba pénétra le Katanga par la Zambie et prit la ville minière de Kolwezi, endommagea dans la foulée les installations de la Gécamines qui générait autour de 75% de revenus du pays. Une fois encore l'occident vint au secours de Mobutu en larguant des parachutistes français et belges après que leurs compatriotes européens eurent été massacrés sur terrain à Kolwezi. L'onde de choc de « la guerre du Shaba » fut moins le massacre des européens, ni la deuxième victoire des forces armées zaïroises de Mobutu, mais plutôt la panique du marché international des minerais. Les gendarmes Katangais avaient attaqué Kolwezi au moment où la demande de cobalt sur le marché international était à son plus haut niveau. L'impréparation des chaînes alternatives d'approvisionnement provoqua la rupture du stock du cobalt sur le marché international si bien que le prix passa de \$ 8 le kg à \$99 le kg sept mois après le déclenchement de la guerre du Shaba¹. Les industries consommatrices de cobalt venaient de réaliser la vulnérabilité de la chaîne d'approvisionnement de cobalt au niveau mondial dans laquelle la République Démocratique du Congo pèse de tout son poids et représente jusqu'aujourd'hui 55% de la consommation globale du cobalt.

La montée exorbitante du prix de cobalt, mêlée aux ruptures potentielles de la chaîne d'approvisionnement poussèrent les industriels soit à réduire le pourcentage de cobalt dans leurs produits, soit à inventer d'autres produits de substitution au cobalt, ou tout simplement à recycler des produits usés pour y récupérer du cobalt. Ces réflexes de survie des industries consommatrices de cobalt se sont amplifiés dès les années 2000 notamment dans le secteur électronique avec une demande

¹ Kim B. Shedd, Erin A. McCullough and Donald I. Bleiwas, « Global trends affecting the supply security of cobalt », www.miningengineeringmagazine.com, December 2017.

accélérée des accumulateurs rechargeables (batteries) fabriqués sur base de l'oxyde de lithium et de cobalt, un secteur représentant aujourd'hui 49% de la demande globale de cobalt. En effet, les accumulateurs rechargeables (batteries) sur base de l'oxyde de lithium et de cobalt sont jusqu'à maintenant les plus prisés dans la fabrication des véhicules électriques à cause de leur forte capacité de stockage d'énergie permettant ainsi leur utilisation sur une plus longue durée. Les projections futures estiment à 60% la consommation de cobalt dès 2020 par les véhicules électriques.²

Les investissements dans l'industrie des véhicules électriques ont été boostés ces dernières années par une prise de conscience mondiale d'une catastrophe planétaire due principalement au réchauffement climatique. Commencée en 1972 lors de la conférence des Nations Unies sur l'environnement tenue à Stockholm, cette prise de conscience a gagné une notoriété quasiment planétaire lors de la COP 21 tenue à Paris en 2015.

1. Vers une économie moins polluante

Lors de la conférence de Stockholm en 1972, il avait été avancé :

- la mise en lumière des enjeux environnementaux
- la création du programme des Nations Unies pour l'environnement
- l'adoption d'un plan de lutte contre la pollution
- la mise en place d'une conférence internationale devant se tenir tous les dix ans pour faire le point sur l'état de la Terre.

Après Stockholm, l'autre conférence ayant eu un impact important fut le sommet de Rio de Janeiro en 1992. Au cours de cette rencontre, il fut décidé :

- un programme Agenda 21 qui présente des recommandations destinées aux collectivités locales
- une convention sur la diversité biologique affirmant la nécessité de la conservation, l'utilisation durable et le partage juste et équitable de la biodiversité en tant que ressource
- une convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification
- une convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques reconnaissant les principes de précaution, des

² EU, « Cobalt : demand – supply balances in the transition to electric mobility », 2018.

responsabilités communes mais différenciées, et le droit au développement.

Cette convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques est le fondement de la Conférence des Parties (COP) et la première COP eut lieu en 1995 en Allemagne et elle est depuis organisée chaque année.

S'agissant de la COP 21 tenue à Paris en 2015, son objectif général reprenait celui annoncé lors de la conférence de Copenhague l'année avant de limiter à 2° C le réchauffement climatique planétaire par rapport à 1850, et d'intensifier les efforts pour espérer limiter l'augmentation généralisée des températures à 1,5° C. Tout un agenda. Pour atteindre ce but, les enjeux principaux de la COP 21 étaient de parvenir à un accord :

- proposant des actions concrètes pour répondre à l'objectif fixé
- qui convienne à tous les pays impliqués afin qu'il soit ratifié
- juridiquement contraignant pour que les Etats aient le devoir de mettre ces mesures en place.

D'autres points clés furent avancés, notamment :

- la mise en place d'un système de suivi et de contrôle des résultats concernant les émissions de gaz à effet de serre de chaque partie
- la possibilité d'engager d'autres acteurs en plus des Nations Unies dans ce combat, notamment les collectivités territoriales et le secteur privé
- le montant, la durée et les modalités de versement de l'aide financière des pays les plus développés vers les moins avancés et les plus vulnérables aux conséquences du changement climatique
- la modification du mix énergétique mondial pour voir augmenter la part d'énergies renouvelables et baisser celle d'énergies fossiles.

Les grandes décisions retenues par la COP 21 furent :

- 1000 milliards de dollars américains seront utilisés pour lutter contre les effets du réchauffement climatique et investir dans les énergies propres, notamment les énergies solaires et éoliennes
- les pays développés débloqueront chaque année 100 milliards de dollars américains à destination de leurs homologues en développement dès 2020 pour les aider dans leur transition. Ce

montant est un plancher qui sera amené à augmenter par la suite

- une grande liberté est laissée aux participants sur la manière de réduire leurs émissions de gaz à effet de serre mais oblige à une transparence dans le suivi des efforts qui sont faits
- les parties devront obligatoirement faire un bilan de leurs progrès en matière d'émission de gaz à effet de serre tous les 5 ans et donner leurs engagements pour la période suivante
- l'accord ne sera pas entièrement contraignant juridiquement. Si les pays signataires doivent obligatoirement rendre des comptes sur leurs progrès, leurs objectifs individuels sont librement fixés sous forme d'engagements nationaux remis aux Nations Unies
- pour être mis en application le texte devra être signé par au moins 55 parties représentant au moins 55% des émissions de gaz à effet de serre totales globalement.

Cet accord de Paris constitue une pierre angulaire dans la lutte contre les réchauffements climatiques. Il a suscité beaucoup d'enthousiasmes et d'intérêts pour certains pays pollueurs comme la Chine qui y voit une piste de décarboniser son propre environnement. Cependant, malgré le fait que le Président américain de l'époque, Barack Obama, avait signé cet accord, son successeur, Donald Trump, a retiré les Etats Unis de cet accord. Heureusement que certains Etats fédérés comme la Californie s'inscrivent à 100% dans l'esprit de l'accord de Paris et font ce qu'ils peuvent malgré la politique actuelle de Washington. Pourtant, la Chine et les Etats-Unis à eux seuls représentent 43% du total des émissions de gaz à effet de serre liées à l'énergie. Certes, la Chine en est le premier émetteur devant les Etats Unis, mais les émissions par habitant classent les Etats-Unis loin devant la Chine.³ D'autres obstacles entravant la mise en application de cet accord sont légions. Pour ne citer que l'exemple de la France, la taxe carbone introduite en 2014, réévaluée et reconduite par le Président Macron, vient d'être retirée de la loi de finances 2019 suite à la contestation du mouvement des Gilets jaunes, malgré le fait que la France faisait figure de mauvais élève. Pour le jeune Président Macron qui avait inspiré un leadership non seulement au niveau de l'Europe mais aussi suscité beaucoup d'attentes en matière des politiques environnementales au niveau mondial, la contestation des Gilets jaunes démontre

³ Selon US Environmental Protection Agency, les émissions par habitant sont estimées à 14,95 tonnes aux Etats-Unis, loin devant la Chine à 6,57 tonnes.

combien le chemin de régulation de nos défis climatiques est encore long et tortueux.

Aussi, l'aide promise aux pays moins avancés et aux plus vulnérables pour soutenir l'action climatique n'a pas non plus suivi, exception faite des pays tels, l'Autriche, le Canada, la Suède ou les Pays-Bas qui ont versé leurs aides climat sous forme de subventions à plus de 99% et le Royaume-Uni à plus de 92%.⁴

Malgré un contexte difficile, de promesses tenues et non tenues, de reflexes isolationnistes de la politique américaine de Donald Trump, et des hésitations des uns et des autres, la République Démocratique du Congo est attendue sur deux fronts importants dans la lutte contre les réchauffements climatiques : la gestion de ses forêts et la fiabilité de la chaîne d'approvisionnement de son cobalt. En effet, après l'Amazonie, la forêt équatoriale congolaise constitue le deuxième poumon de l'humanité et le monde entier a les yeux braqués sur le Congo quant à ses politiques en matière d'environnement. Un moratoire interdisant de nouveaux contrats de coupe de bois de la forêt équatoriale a été signé en 2002, mais régulièrement remis en cause et menacé par certaines autorités publiques congolaises comme naguère en 2016, quand le ministre de l'Environnement, Robert Bopolo Bogeza, a déclaré vouloir lever le moratoire sur l'attribution de nouvelles licences d'exploitation forestière.⁵

Dans l'effort de diminuer les émissions de gaz à effet de serre pour un environnement sain et de décarboniser les infrastructures routières, le cobalt s'avère être un minerais stratégique dans la fabrication des accumulateurs rechargeables (batteries) ayant une meilleure performance. La RD Congo qui produit 55% de cobalt mondial représente non seulement le poids lourd incontournable sur le marché international, mais aussi le noyau faible dans la chaîne d'approvisionnement. Ce papier se veut se limiter sur les dynamiques et les enjeux du cobalt congolais.

2. La petite histoire d'un minerais bleu

Le cobalt tire son nom des *Kobolds*, qui sont des créatures légendaires du folklore germanique accusées par les mineurs de transformer l'argent en un minéral bleu, notamment, suite à l'intense couleur bleue qu'il donne

⁴ « Les vrais chiffres des financements climat », Oxfam International, 2018.

⁵ Global Witness et 11 autres ONG, « La RDC menace d'ouvrir la deuxième plus grande forêt tropicale du monde à de nouveaux exploitants industriels », Presse release, March 1, 2016.

aux objets et bien appréciée par les humains qui l'utilise depuis la nuit des temps pour teinter le verre de bleu sombre et dans la poterie.⁶

Le cobalt est principalement extrait comme un sous-produit de nickel et de cuivre. Il appartient à la série de métaux utilisés dans la technologie de pointe dont dépend la société humaine moderne. Il est utilisé comme pigment de verre et en poterie et l'usage du verre en bleu remonte à 2000 ans avant Jésus Christ en Mésopotamie.

Il a été isolé pour la première fois par le scientifique Suédois Georg Brandt en 1735. Il a une densité de 8.86 g/cm^3 , fond à 1495°C , et son point d'ébullition est à 2.927°C . Il est magnétique et résistant à la corrosion.

La première mine de cobalt remonte au 16^{ème} siècle en Norvège, encore à cette époque sous domination danoise, mais parallèlement, le cobalt était aussi extrait en Suède, en Allemagne et en Hongrie. Aujourd'hui encore, la seule mine au monde qui extrait le cobalt à son état pur (et non comme un sous-produit) se trouve au Maroc à Bou Azzer et produit autour de 1800 tonnes par an et ses réserves identifiées sont estimées à 20.000 tonnes.

De façon générale, 55% de cobalt global sont extraits comme un sous-produit du nickel, 35% comme un sous-produit du cuivre, et 10% comme un sous-produit de platine et ses métaux associés tels le rhénium, l'iridium et le palladium.

Durant les trente glorieuses (1945 – 1975), le cobalt était considéré comme un minerai stratégique et son commerce était soigneusement contrôlé par l'autorité publique, notamment par les pays qui avaient constitué des réserves importantes comme la Chine et les Etats-Unis. Depuis 1975, le prix du cobalt n'a cessé de monter et subit dès lors multiples fluctuations.

Cependant, c'est vers les années 2000 que le prix du cobalt a significativement monté, notamment à cause de l'industrie électronique fabriquant les téléphones mobiles et les ordinateurs, ainsi que dans l'industrie automobile, les véhicules électriques nécessitant les batteries rechargeables de haute performance à l'oxyde de lithium et de cobalt. La haute performance de ces dernières est due à un taux élevé de 60% de

⁶ <https://www.futura-science.com>

cobalt que contiennent ces batteries.⁷ Parallèlement aux accumulateurs rechargeables, la hausse de la demande du cobalt est due aussi à son utilisation dans des super-alliages produisant les turbines résistant aux hautes températures dans l'industrie aéronautique des jets, des fusées et dans les centrales nucléaires. Suite aux spéculations des industriels automobiles de voir les véhicules électriques inonder le marché, entre mars 2016 et mars 2018, les prix du cobalt sur le marché international sont passés de plus au moins \$23.000 la tonne jusqu'aux environs de \$100.000 la tonne, si bien que vers mi 2018, la demande du cobalt était plus forte que l'offre avec un dépassement estimé à 15.000 tonnes. Depuis, le prix du cobalt connaît une chute libre qui s'est accélérée entre janvier et juin 2019 pour atteindre plus au moins \$31.000 la tonne.⁸

3. Les propriétés du cobalt

Le cobalt est un minerai ferromagnétique, ayant la capacité de s'aimanter sous l'effet d'un champ magnétique extérieur et de garder une partie de cette aimantation. C'est la raison pour laquelle il est prisé dans les alliages magnétiques des turbines des jets à cause de la capacité de retenir leur magnétisme quand bien même soumis à de très hautes températures.

Il est résistant à la corrosion à cause d'une fine couche d'oxyde qui le couvre.

Son faible coefficient de résistance thermique empêche la chaleur de le traverser, résistant ainsi à des hautes températures. Il a un point de fusion élevé et s'avère un bon conducteur électrique. Il est enfin un bon catalyseur, utilisé notamment dans les raffineries de pétrole et réputé permettre la production du carburant propre. Il est aussi un pigment utilisé dans la verrerie et la poterie.

4. L'utilisation du cobalt

La fabrication des accumulateurs rechargeables (batteries) dans lesquels les cathodes du cobalt permettent une capacité élevée de stockage d'énergie représentait 49% de la demande mondiale de cobalt en 2015 et consommée par l'industrie électronique de la téléphonie mobile et des

⁷ « Integrated modelling of Global Cobalt Extraction, supply, price and depletion of Extractable Resources using the WORLD 6 model », www.link.springer.com, March 2017.

⁸ Voir London Metal Exchange, <https://www.metalradar.com>; Jean-Philippe Rémy, "La chute paradoxale de cours du cobalt", le Monde, 14 août 2019; Laurence Girard, "Le trop plein a plombé le cours du cobalt", Le Monde, 16 mars 2019.

ordinateurs, ainsi que par l'industrie automobile des véhicules électriques.

L'autre grande consommatrice du cobalt, c'est l'industrie aéronautique qui utilise les super-alliages contenant du cobalt dans la fabrication des turbines des jets très performant. Sa capacité ferromagnétique est aussi utilisée dans la fabrication d'autres produits magnétiques.

Dans l'industrie lourde, le cobalt est utilisé pour la production des lames à couper le fer et autres métaux lourds dans la construction ou dans les équipements d'exploitation minière.

Dans la chimie industrielle, le cobalt est utilisé comme un catalyseur, notamment dans les raffineries de pétrole et la production d'autres produits plastiques et polyesters. Enfin, dans la verrerie et dans la poterie, le cobalt est utilisé comme un pigment.

5. Les effets négatifs du cobalt

La toxicité du cobalt proviendrait de ses propriétés chimiques, de la radiotoxicité, c'est à dire, la toxicité de nature radioactive que peut subir un organisme qui y est exposé soit par ingestion ou inhalation, et de certains isotopes⁹ radioactifs ou encore de la synergie avec d'autres métaux. Bien qu'il soit un oligoélément¹⁰ à faible dose car présent dans la vitamine B12, il a été démontré que le cobalt est cytotoxique¹¹ mais aussi génotoxique¹², par dommages oxydatifs sur l'AND.

Le cobalt est en outre classé comme un cancérigène possible. Il pourrait aussi être à l'origine de problèmes cardiaques et d'affections pulmonaires.¹³

Dans le contexte congolais, l'artisanat minier produit jusqu'à 20% de la production nationale, soit plus au moins 14.000 tonnes¹⁴, sans aucune

⁹ Les Isotopes sont des atomes qui possèdent le même nombre d'électrons, et donc de protons, pour rester neutre, mais un nombre différent de neutrons. Les isotopes d'un même élément ont des propriétés chimiques identiques mais des propriétés physiques différentes (stables ou radioactifs).

¹⁰ Un oligo-élément est un sel minéral nécessaire à la vie d'un organisme, mais en quantité très faible. Il est toxique à des taux trop élevés.

¹¹ La cytotoxicité est la propriété d'un agent chimique ou biologique à être toxique pour les cellules, éventuellement jusqu'à les détruire.

¹² Une substance est génotoxique quand elle peut compromettre l'intégrité physique ou fonctionnelle du génome.

¹³ <https://www.futura-science.com>

¹⁴ Roskill Information Services, 2014, SMRE, 2017.

protection ou un suivi médical des creuseurs. Quant à leurs risques d'exposition, on peut facilement s'y imaginer les conséquences physiques humaines qui accompagnent la lutte pour la survie des milliers de creuseurs artisanaux dans le Katanga. Juste pour souligner l'ampleur de ces travailleurs jeunes et enfants sans protection, avec la montrée du prix de cobalt entre 2016 et 2018, la production des mineurs serait passée de 6.500 tonnes à 24.000 tonnes selon CRU International.¹⁵ Il en ressort que plus la demande de cobalt sera forte, plus il y aura des travailleurs jeunes et enfants qui vont se ruer vers son extraction sans aucune couverture sécuritaire et médicale. Le débat entre les deux géants suisses du secteur minier, Glencore International et Trafigura, pour savoir quelles conditions de travail faut-il offrir aux milliers des creuseurs exposés aux effets du cobalt au Katanga trouve ici tout son sens. En effet, Glencore qui a investi dans la modernisation de son industrie d'extraction de sa mine de Mutanda au Katanga estime que l'artisanat minier n'a plus sa place malgré le chiffre impressionnant de tonnes des minerais extraits par les creuseurs artisanaux. Il est plus soucieux de la qualité de ses « produits propres » conformes aux normes mis en place par les outils de traçabilité recommandés par l'OCDE sur d'autres mines à l'est de la RD Congo, et qui excluent le travail des enfants, des femmes enceintes ou la présence des groupes armés. Trafigura semble avoir une lecture réaliste du contexte local. Selon ce géant suisse, il y aurait 110.000 à 200.000 creuseurs artisanaux qui fournissent 20 à 40% du cobalt congolais et donc une quantité non négligeable dont il faut tenir compte en intégrant le travail des artisans miniers dans la grande industrie minière au Katanga. Il a signé un contrat avec la compagnie Chemaf de l'indo-émérati Shalina group sur sa mine de Mutoshi et mène un programme pilote d'encadrement et de régularisation de l'activité minière artisanale. La concession est clôturée pour permettre aux creuseurs de s'identifier à l'entrée et surtout de s'assurer qu'ils ont au moins 18 ans. Une coopérative locale, COMIAKOL, assure la sensibilisation des creuseurs aux questions de sécurité et leur fournit les équipements de base tels les casques et les bottes.¹⁶ Ce genre de débat ne devrait pas concerner seulement deux géants suisses du secteur minier, mais il devrait être principalement approprié par le gouvernement congolais par le biais de ses structures améliorées d'encadrement des artisans miniers tel SAESSCAM afin de mieux valoriser et protéger le travail des artisans miniers.

¹⁵ CRU International, 2017.

¹⁶ Besson S., « Deux géants suisses s'affrontent dans la bataille du cobalt », le Temps, 26 septembre 2018.

6. Les ressources globales identifiées et non connues.

Les estimations des ressources mondiales de cobalt varient selon les écoles, mais de façon globale, les écarts entre elles n'entravent pas une lecture des dynamiques qui se tissent autour de ce minerais stratégique. Selon le US Geological Survey de 2016, les réserves identifiées et non connues du nickel sont estimées à 182 millions de tonnes. La part du cobalt comme sous-produit du nickel est de 61.000 tonnes annuelles, celle du cobalt comme sous-produit de cuivre est de 39.000 tonnes annuelles, et celle du cobalt comme sous-produit de platine et métaux associés est de 10.000 tonnes pour une production mondiale totale de 110.000 tonnes.¹⁷

Les réserves identifiées de cobalt extractibles dans le sous-sol sont estimées à 32 millions de tonnes, et celles identifiées dans le fond des océans sont estimées à 66 millions de tonnes.¹⁸

Les réserves identifiées du cobalt en RD Congo sont estimées à 10 millions de tonnes, soit 55% des réserves mondiales.

Les réserves mondiales au stade des mines opérationnelles sont estimées à 12 millions de tonnes.

Les réserves mondiales identifiées et dont l'exploration est à son dernier stade sont estimées entre 5 à 9 millions de tonnes dont, 49% en Australie, 33% au Canada, et 17% en RD Congo.¹⁹ Il est important de noter les efforts déployés par l'Australie et le Canada dans les projets d'exploration de nouvelles mines de cobalt au regard des projections de la demande au niveau mondial. Ceci a un impact important sur les mines opérationnelles en RD Congo. Nous y reviendrons.

7. La production du cobalt

Entre 2000 et 2018, la production mondiale du cobalt s'est multipliée par quatre et selon les projections futures, elle va continuer à augmenter malgré la chute libre du prix du cobalt sur le marché international en 2019 qui selon plusieurs sources est conjoncturelle d'autant plus qu'une demande accrue est attendue dès 2020. Voici un tableau récapitulatif de la production mondiale de cobalt :

¹⁷ US Geological Survey, 2015.

¹⁸ EU, 2018, *ibid.*

¹⁹ EU, 2018, *ibid.*

Année	Production/tonnes
2000	34.000
2001	36.700
2002	47.600
2003	48.400
2004	52.400
2005	57.900
2006	67.500
2007	65.500
2008	75.900
2009	72.300
2010	89.500
2011	109.000
2012	103.000
2013	110.000
2014	123.000
2015	126.000
2016	111.000
2017	120.000
2018	140.000

Sources : US Geological Survey

Il ressort de ce tableau que l'augmentation de la production du cobalt commencée de façon significative dès 2014, s'est accélérée entre 2016 et 2018. La chute du prix du cobalt sur le marché international va certes influencer sur la production 2019 et peut-être stabiliser les prix du marché²⁰, mais ne va pas changer significativement la croissance de la production avec les projections futures de certains poids lourds de l'industrie automobile d'augmenter leur production des véhicules électriques dès 2020.

Si nous prenons 2016 comme année de référence où le prix du cobalt a commencé à grimper, sur les 110.000 tonnes, la part de la RD Congo est de 55%, la Chine 8%, le Canada 6%, la Nouvelle Calédonie 5% etc...Malgré le fait que Glencore vient de suspendre sa production dans la mine

²⁰ Le lendemain de la fermeture de la mine de Mutanda en RD Congo par Glencore, le prix de cobalt sur le marché serait remonté de 25%.

de Mutanda au Katanga en RD Congo, qui en 2016 avait contribué à hauteur de 24.500 tonnes à la production mondiale, d'autres pays tels l'Australie et le Canada ont intensifié leurs projets d'exploration et d'exploitation et espèrent produire 14% de la production mondiale d'ici 2030. Il est important de noter que ces deux pays sont régulièrement en compétition avec la RD Congo sur d'autres minerais prisés tel le colombo-tantalite (nommé le coltan au Congo) et qu'à chaque fois qu'il est question de l'incertitude dans le resourcement et dans la chaîne d'approvisionnement des minerais congolais, l'Australie et le Canada se présentent comme une alternative pouvant procurer des « minerais propres » au marché mondial.

Ceci dit, d'autres nouvelles productions de cobalt en provenance de l'Angleterre, de la Côte d'Ivoire, les Îles Salomon, la Suède et Tonga sont aussi attendues d'ici 2030.

Certes, le véhicule électrique tant vanté séduit et son impact sur l'environnement séduit encore d'avantage, que la COP 21 tenue à Paris ambitionne vouloir atteindre 100 million de véhicules électriques ainsi que 400 million d'engins électriques à deux roues en 2030 et estimerait une demande de 1,2 million de tonnes de cobalt pour atteindre son objectif.²¹ La Banque mondiale va plus loin et propose que pour limiter le réchauffement climatique à 2°C en passant massivement aux voitures électriques et aux énergies renouvelables, la production du cobalt devrait augmenter de 1200%.²²

C'est dans ce contexte d'un marché global juteux et promettant des accumulateurs rechargeables et d'un minerai stratégique que d'aucuns appellent désormais « l'or bleu » qu'il faudrait analyser les dynamiques, les enjeux, et les fluctuations du marché. La séduction du véhicule électrique n'est pas encore passée à sa phase de production en masse et certains producteurs d'automobile comme Tesla trouve le cobalt onéreux et préfère investir aussi dans d'autres produits de substitution. Cependant, la chute libre du prix du cobalt serait aussi l'œuvre des pays ayant des réserves importantes tel la Chine qui représente entre 40 à 48% de cobalt raffiné mondial et qui ont préféré thésaurisé leur stock dans l'espoir de faire des profits au fur et à mesure que le prix augmentait sans pour autant anticiper que la demande des véhicules électriques reste faible mondialement, que les investisseurs hésitent et évitent les précipitations. Ce

²¹ EU, 2018, *ibid.*

²² Sylvain Besson, "Deux géants suisses s'affrontent dans la bataille du cobalt", *Le Temps*, 26 septembre 2018.

fut aussi sans compter la guerre commerciale que se livre les Etats-Unis et la Chine et qui plombe le commerce mondial d'autant plus que les Etats-Unis sont les plus grands consommateurs de cobalt mondial. En effet, à quelques exceptions près, le cobalt produit aux Etats-Unis ne peut pas satisfaire ses besoins et dépendent de l'offre internationale. L'inquiétude d'une rupture dans la chaîne de production et de commercialisation de cobalt sur le marché international est largement partagée par les industriels américains et le devenir de la RD Congo fait partie de leurs préoccupations.

8. La RD Congo et son « or bleu »

Entre 2000 et 2015, la production de cobalt en RD Congo est passée de 28,2% de la production mondiale à 50,1%, soit une augmentation de 470% due principalement à la modernisation des mines de Mukondo Moutain Mine, de Tenke Fungurume Mine, et de Mutanda Mine.²³

A son origine, Mukondo Moutain Mine appartenait à Central African Mining and Exploration Company, une société anglaise fondée par Phil Edmonds et ayant son siège à Londres. Depuis 2009, elle a été rachetée par Eurasian Natural Resources Corporation (ENRC), une entreprise multinationale britannique ayant son siège à Londres. Cette dernière a été créée en 1994 pour exploiter des ressources minières au Kazakhstan et depuis, elle a étendu ses acquisitions en RD Congo dont Mukondo en 2009 et Camrose Resources en 2010. ENRC possède désormais une participation majoritaire de 50,5% de Camrose Resources, qui dispose d'une licence d'exploitation de cuivre et de cobalt de qualité au Congo, incluant le projet de Kolwezi tailings que le gouvernement congolais avait confisqué à First Quantum Minerals (FQM) et que ENRC a racheté à \$175 millions de dollars. Un prix modique en comparaison aux installations de Kolwezi tailings project pour lesquelles First Quantum Minerals prétend avoir dépensé \$750 millions de dollars US.²⁴ ENRC a signé un accord à long terme selon lequel il livrerait toute sa production annuelle de cobalt concentré de Mukondo à la compagnie chinoise Zhejiang Galico Cobalt & Nickel Materials.²⁵

Tenke Fungurume Mine (TFM), naguère appartenant à une société minière américaine Phelps Dodge avec une participation de 57,75% et ses

²³ Kim B. Shedd, Erin A. McCullough and Donald I. Bleiwas, *ibid.*

²⁴ Loni Prinsloo, « ENRC defends DRC acquisition, hits back at First Quantum », *Mining-weekly*, 09 septembre 2010.

²⁵ Amy Witherden, « Daily podcast - July 6, 2009 », *Miningweekly*, 07 July 2009.

deux copropriétés, Tenke Mining Corporation 24,75%, et la Gécamines 17,5% .

Phelps Dodge fut une société fondée en 1834 par Daniel James et ses deux gendres William E. Dodge et Anson Green Phelps et ayant son siège à Phoenix dans l'Etat de l'Arizona aux Etats-Unis.

En mars 2007, Freeport-McMoRan, une autre société minière américaine basée aussi à Phoenix, a racheté la participation de Phelps Dodge dans la mine de Tenke Fungurume avec une participation de 56%, et ses deux copropriétés, la société canadienne Lundin Mining 24% et la Gécamines 20%.

En mai 2016, Freeport-McMoRan a vendu sa participation de 56% dans la mine de Tenke Fungurume à l'entreprise chinoise China Molybdenum²⁶ pour une somme de 2,6 milliards de dollars américains.

En 2017, la société canadienne Lunding Mining a vendu sa participation de 24% dans la mine de Tenke Fungurume à Newwood DRC Holdings, une filiale congolaise de China Molybdenum, pour un montant de 1,14 milliards de dollars américains. Ainsi, en janvier 2019, China Molybdenum est devenu l'actionnaire majoritaire de Tenke Fungurume Mine, détenant 80% de son capital et la Gécamines 20%.²⁷ La production de cobalt par la mine TFM était estimée respectivement à 15.880 tonnes en 2015 et à 16.054 tonnes en 2016.

Mutanda est une mine à ciel ouvert située près de Kolwezi dans la province actuelle de Lualaba, dans l'ancien Katanga. Elle appartient aujourd'hui à Glencore, un géant suisse du secteur minier avec une participation de 80%, résultats de plusieurs transactions secrètes entre les sociétés écrans appartenant à Glencore, et celles appartenant au flamboyant dealer israélien Dan Gertler, réputé proche de l'ex-Président Congolais Joseph Kabila, et la Gécamines supposée défendre les intérêts des Congolais. Qui est ce géant suisse qui s'est taillé la part de lion dans les mines au Congo ?

Fondée en 1974 par Marc Rich qui avait cumulé les nationalités américaine, espagnole, belge, israélienne et suisse, Glencore contrôlait en 2011 lors de son entrée à la Bourse de Londres, 50% du marché mondial de

²⁶ China Molybdenum est une entreprise créée en 1982 et ayant son siège à Xian de Luan-chuan en Chine, et présente dans la production du tungstène, de cobalt, de niobium et du cuivre

²⁷ Reuters, 18 janvier 2019.

cuivre, 38% de l'aluminium, 45% de plomb. L'entreprise fonctionne comme une alliance d'une poignée d'entrepreneurs, tous actionnaires et sous l'autorité du premier d'entre eux, et qui est aujourd'hui le Sud-africain, Ivan Glasenberg, depuis la mort de Marc Rich en 2013.²⁸ Ses stratégies phares, ce sont des prêts à des gouvernements gagés sur des ressources pétrolières et minières futures, et la prise de risque politique avec des transactions dans des pays en guerre ou sous blocus, générant de gros retours sur investissements.²⁹

S'agissant de ses mines en RD Congo, le montage de ses structures filiales est tout simplement impressionnant. Ce dernier lui permet de faire des transactions secrètes et complexes, de maximiser ses profits et d'accroître ses ambitions mondiales. Pour les mines de Mutanda et de Kanuki, Glencore a créé deux holdings, Samref Overseas enregistré au Panama et ayant comme président et vice-président deux directeurs exécutifs de Glencore, Cornelius Erasmus et Aristotelis Mistakidis et ce dernier s'avère être aussi le représentant de Glencore pour ses mines en RD Congo et en Zambie où il aurait acquit 90% de l'ancien Zambia Consolidated Copper Mines (ZCCM). Le second holding, Samref Congo est sa filiale congolaise. Comme pour ne pas apparaître vouloir manger seul, d'autres compagnies associées ont des parts dans ces deux holdings tel High Grade Minerals (HGM) dans Samref Overseas et Group Bazano dans Samref Congo mais bien entendu, leurs propriétaires ne sont pas connus et sont tenus en secret. Ainsi au départ, Glencore détenait 40% de participation dans la mine de Mutanda, Samref Congo 40% de participation mais dans la réalité le holding posséderait 80% de la mine de Mutanda. Une indication claire démontrant que le holding détenant 80% cumule la participation de Glencore et de Samref Congo, et les 20% autres appartenant à la Gécamines. Cependant, les 20% de participation de la Gécamines ont été racheté en mars 2011 par Rowny Assets Limited, une société enregistrée dans le paradis fiscal britannique Virgin Islands et associée à l'Israélien Dan Gertler pour un montant de 137 millions de dollars américains. Global Witness revoit le montant à la baisse à 120 millions de dollars américains, un montant largement en dessous de la vraie valeur de la mine évaluée à 849 millions par Golder Associates, pourtant un analyste de Glencore.³⁰ Le Fond Monétaire International (FMI) ainsi

²⁸ Christophe le Bec, « Matières premières : Glencore, portrait d'un groupe opportuniste » ; J.A, 9 mai 2016.

²⁹ Christophe le Bec, « Pourquoi Glencore a-t-il mauvaise réputation », J.A., 4 février 2015.

³⁰ Global Witness, « Secrecy surrounding Glencore's business deals in the Democratic Republic of Congo risks exposing shareholders to corrupt practices », 9 May 2012.

que la Banque Mondiale ont fait pression sur le gouvernement congolais pour savoir les raisons pour lesquelles il a sous-évalué sa participation dans la mine de Mutanda qu'il a vendu à un prix modique mais sans succès.

Quant à la mine voisine de Kansuki dans laquelle Glencore aurait 37,5% des parts, dans sa déclaration du mois d'août 2011, le président exécutif de Glencore, Ivan Glasenberg, a exprimé son ambition de vouloir combiner ses deux propriétés de Mutanda et Kansuki en une seule et majorer ainsi ses parts dans les deux mines. Dans les faits, les transactions secrètes avaient commencé en juillet 2010 quand le gouvernement congolais a vendu sa participation de 75% dans la mine de Kansuki à une société associée à Dan Gertler, Kansuki Investement SPRL, appartenant à Fleurette group qui est en fait un trust au bénéfice de la famille Dan Gertler. Au mois d'août 2010, Glencore a racheté la moitié de 75% de participation vendus par le gouvernement congolais à Kansuki Investement SPRL, devenant ainsi le principal opérateur de la mine. Les 25% de participation du gouvernement congolais restant dans la mine de Kansuki ont été vendus en mars 2011 à Biko Invest Corp, une société enregistrée dans le paradis fiscal britannique Virgin Islands et associée à Dan Gertler pour un montant de 17 millions de dollars américains, un prix modique selon Liberum Capital et Deutsche Bank qui estiment la valeur de ces 25 parts du gouvernement congolais dans la mine de Kansuki entre 88 à 209 millions de dollars américains.³¹

Dans une autre transaction aussi bien secrète de 2012, Glencore a racheté les parts de High Grade Minerals (HGM) pour un montant de 340 millions de dollars dans Samref Overseas et 1% de participation du group Bazano dans Samref Congo, ainsi que les dettes des actionnaires pour un montant de 140 millions de dollars américains. Soit une transaction de 480 millions de dollars américains. Et dans les clauses de la même transaction, Glencore a le droit d'acquérir les 25% restant de High Grade minerals pour un montant de 430 millions de dollars américains. Avec tous ces rachats cumulés, il est clair et net que Glencore pèse de tout son poids dans les deux mines de Mutanda et Kansuki.³²

Quand le patron de Glencore annonce faire les négociations pour combiner ses deux propriétés de Mutanda et Kansuki, en réalité il est en négociation avec Dan Gertler et les deux partenaires sont de facto

³¹ Global witness, *ibid.*

³² Reuters, 22 mai 2012

copropriétaires de Mutanda et Kansuki. En cédant ses participations à vil prix, le gouvernement congolais n'a ni de place, ni de parole, ni de marge de manœuvre dans les négociations entre Glencore et Dan Gertler sur les mines de Mutanda et Kansuki, ni dans une décision unilatérale avec un impact direct sur la RD Congo comme la fermeture temporelle de la mine de Mutanda en août 2019.

9. Glencore et son empire katangais.

Dans la mine souterraine de Kamoto Copper Company, un joint venture entre Katanga Mining Ltd, une filiale de Glencore enregistrée au Canada et ayant son siège à Whitehorse, Yukon, avec une participation de 75% et la Gécamines 25%, Glencore s'avère toujours être le maître du jeu. Katanga Mining Ltd est la filiale mère au Canada et Kamoto Copper Company, la filiale locale congolaise.

Kamoto Copper Company estimait avoir droit de propriété sur les mines de Mashamba East, Luishia Mine, Mashamba West et Dikuluwe. Dans le cadre du fameux contrat chinois de septembre 2007, le gouvernement congolais avait inclus dans son accord signé avec China Sinohydro et China Railway Engineering Corp, les mines de Mashamba West et Dikuluwe. Glencore ne pouvant pas perdre dans la transaction demandant au gouvernement congolais de lui payer 825 millions de dollars américains jusqu'en 2012 sous forme de ses royalties et dividendes dans Kamoto Copper Company ou de lui accorder d'autres mines contenant au moins 3,99 millions de tonnes de cuivre et 205.629 tonnes de cobalt dès juillet 2015.³³ Nous n'avons pas eu accès au dénouement de ces arrangements entre Katanga Mining, la Gécamines et les Chinois, mais ce qui ressort c'est un montage de maximisation des profits sous forme d'opération nommée « transfer pricing » entre filiales de la même compagnie. Dans cette pratique, la compagnie minière manipule les prix des produits et des services entrants et sortant dans le pays afin de faire des profits dans la filiale de son choix et déclarer les pertes taxables au minima ou tout simplement non taxables dans une autre filiale de son choix. En effet, entre 2009 – 2013, Glencore a mené ses activités dans Kamoto Copper Company enregistrée au Congo à perte selon sa comptabilité. Dans la même période 2009 - 2013, Glencore a vendu ses pertes dans Kamoto Copper Company à sa filiale Katanga Mining Ltd au Canada qui en fin de compte n'étaient pas des pertes car cette filiale enregistrée à la

³³ Liezel Hill, « Katanga agrees to sell DRC deposits to government for \$825m », Mining Weekly, 8 February 2008.

bourse de Toronto a fait un profit net de 400 millions de dollars américains durant la même période 2009 – 2013. Un manque à gagner estimé à plus au moins 150 millions de dollars américains pour la RD Congo.³⁴

C'est aussi en mai 2013 que Glencore, fort de ses chiffres d'affaires de 239,5 milliards de dollars américains,³⁵ a racheté son concurrent suisse Xstrata au prix fort de 29 milliards de dollars américains. Une transaction qui aura des répercussions fâcheuses dans les pays producteurs de cuivre et de cobalt tels la RD Congo et la Zambie dès l'année suivante en 2014 quand sous pression de sa dette et face au cours de cuivre qui chute sur le marché international, Glencore décide de retirer 400.000 tonnes de cuivre du marché international pour une durée de 18 mois.³⁶ Ainsi pour réduire sa dette de quelques milliards, Glencore peut s'arroger le droit de suspendre sa production de cuivre et de cobalt dans ses mines de Kamoto Copper Company en RD Congo et Mopani en Zambie sans aucune consultation avec ces pays ni ses employés sur le terrain.³⁷ Les décisions unilatérales de Glencore vont s'enchaîner par la suite dans son effort de diminuer sa dette en fonction des cours du marché international. En effet, entre janvier et août 2015, le titre de Glencore à la Bourse de Londres avait perdu près de 40% de sa valeur. En septembre 2015, Glencore décide l'arrêt de ses mines de Kamoto en RD Congo et de Mopani en Zambie avec comme excuse la modernisation des anciennes installations. Kamoto va reprendre ses activités mi-2017 mais à cette période c'est plutôt le prix de cobalt qui grimpe à une vitesse vertigineuse sur le marché international et Glencore y trouve une opportunité d'accroître sa production de cobalt dans ses mines africaines. Selon un communiqué de Ivan Glasenberg du 31 juillet 2019, au cours de l'année 2018, Glencore a produit plus de 1,450 millions de tonnes de cuivre et plus de 42.000 tonnes de cobalt pendant que le pic du prix de cobalt sur le marché international en mars 2018 atteint 94.500 dollars américains la tonne. Quand le prix de cobalt chute au premier semestre 2019, Glencore aurait autour de 10.000 tonnes de cobalt invendues.³⁸ Cependant, dès novembre 2018, Katanga Mining Ltd annonçait la suspension de la

³⁴ Radeley, Ben., « Why mining execs don't care if Congo hikes up its profit tax », www.africanargument.org, March 29 2018.

³⁵ Christophe Le Bec, "Pourquoi Glencore a-t-il mauvaise réputation", J.A., 4 février 2015

³⁶ Ballong, Stéphane., « Glencore rassure les investisseurs et inquiète les pays producteurs », J.A., 24 septembre 2015.

³⁷ Jeune Afrique, « RD Congo : Glencore suspend l'essentiel de sa production de cuivre », 7 septembre 2015

³⁸ Monnet, Théau, « RDC : miné par la chute du prix du cobalt, Glencore suspend sa production à Mutanda », J.A, 7 août 2019.

vente de cobalt extrait de Kamoto, soit 1472 tonnes, due à la présence d'uranium dans l'hydroxyde de cobalt à des niveaux dépassant la limite acceptable pour l'exportation par les ports africains vers les clients. Tout en rassurant dans le même communiqué que les faibles niveaux de radioactivité détectés de l'uranium ne représentent pas de risque pour la santé et la sécurité.³⁹ Une façon de gérer les pays producteurs et les consommateurs de ses produits en disant une chose et son contraire. Cependant, la chute libre du prix de cobalt sur le marché international ne lui a pas donné de répit. Le bénéfice de Glencore a dégringolé de 92% par rapport au premier semestre 2018 et le 8 août 2019 il a annoncé la fermeture temporelle de sa mine de Mutanda.⁴⁰ Une douche froide pour le nouveau gouvernement de Félix Tschisekedi qui pouvait glaner un peu d'argent sous forme de royalties dans la mine de Mutanda car les royalties de la mine de Kamoto atterrissent dans un compte privé depuis janvier 2015. En effet, le paiement des royalties de Kamoto Copper Company, sont payés non pas à la Gécamines mais à Africa Horizons Investment Ltd (AHIL) dans un compte bancaire du « Royal Bank of Scotland International » dont le bénéficiaire est un certain « Hassans clients 1 » selon un accord tripartite conclu entre la Gécamines, Kamoto Copper Company et Africa Horizons Investment Ltd, qui prévoit que les obligations de Kamoto Copper Company au titre de la convention de Joint-Venture de payer les royalties à la Gécamines seront substituées par une obligation nouvelle de payer un montant équivalent de royalties à Africa Horizons Investment Ltd. L'accord fait référence à une opération entre la Gécamines et Africa Horizons Investment Ltd qui porte sur la cession par la première à la seconde de l'intégralité de ses droits et intérêts relatifs aux royalties à recevoir de Kamoto Copper Company. Pour la seule année 2015, les deux paiements de royalties cumulées de Kamoto Copper Company à Africa Horizons Investment Ltd représentent un montant de 55 millions de dollars américains.⁴¹ Africa Horizons Investment Ltd est une société anonyme domiciliée aux îles Cayman et fait partie de Fleurette Group de l'israélien Dan Gertler. Le bénéficiaire du compte, « Hassans clients 1 », est en fait un cabinet d'avocat domicilié au Gibraltar et qui gère pas mal de transaction de Dan Gertler.⁴² Qu'une société étatique, la

³⁹ Bérenger, Victor., « RD Congo : les ventes de cobalt de Kamoto suspendues en raison d'une forte concentration en uranium » J.A., 14 novembre 2018.

⁴⁰ Monnet, Théau., *ibid.*

⁴¹ Rapport ITIE RDC 2015, décembre 2017, pp. 95 - 96.

⁴² Global Witness, « Congo signs over potential \$880 M of royalties in Glencore project to offshore company belonging to friend of Congolese President », Press release, 15 November 2016.

Gécamines, signe un accord avec une société privée pour lui céder l'intégralité de ses droits et intérêts dans une mine au Katanga n'est pas possible sans l'aval de la haute autorité de l'Etat congolais. Une telle prédation structurelle avec signature à l'appui laisse naturellement d'aucuns observateurs bouche bée !

Ceci dit, en avril 2018, la Gécamines est passée à l'offensive en déposant une mise en dissolution judiciaire contre Kamoto Copper Company à la cours de justice de Kolwezi avec pour motif, la non-reconstitution des fonds propres dans les délais légaux, le comportement de son partenaire, l'endettement de Kamoto Copper Company à l'égard de sa maison mère Glencore à des taux bien plus élevés que ceux auxquels celle-ci emprunte, et une politique de service et de sous-traitance organisée en faveur des sociétés affiliées au groupe Glencore.⁴³

Par cette plainte, il est clair que la Gécamines est consciente de la stratégie de maximisation des profits de Glencore consistant à transférer les pertes d'une filiale à l'autre à des taux avantageux. Glencore n'a pas voulu trop trainer l'affaire en justice car les linges sales se lavent en famille dit-on, et en juin 2018, soit deux mois plus tard, les deux parties ont trouvé un accord. Sur une dette de \$5,6 milliards entre Kamoto Copper Company et Katanga Mining Ltd, la Gécamines en tant que partenaire avec participation de 25% pouvait avoir \$1,4 milliards, ainsi que \$248 millions en compensation pour d'autres litiges entre les deux partenaires. Le patron de Glencore, Ivan Glasenberg, préférerait parler de « don » offert à la Gécamines, parfois nécessaire quand on travaille dans de tels pays pauvres avait ajouté.⁴⁴ Certes des pays pauvres mais bien appauvris sur lesquels Glencore a construit sa fortune et son empire économique.

Cette période de tension judiciaire entre les deux partenaires correspond au début de la chute libre de cobalt sur le marché international. Glencore a sans doute préféré calmer le jeu avec son partenaire congolais pour ensuite procéder à la suspension de la vente de cobalt de Kamoto en novembre 2018 et enfin fermer temporairement Mutanda au mois d'août 2019 et bien évidemment sans consulter son partenaire. La chute du prix de cobalt sur le marché international a dicté son action et en bon négociant financier à la Bourse de Londres, le levier à stopper la saignée fut la fermeture de la production à laquelle le marché financier a réagi

⁴³ Nelly Fualdes, « RDC : la Gécamines passe à l'offensive contre son partenaire Glencore », J.A., 25 avril 2018.

⁴⁴ Panting, Sasha, « A gift is a gift, says Glencore on \$1,4bn DRC debt write-off – but US Department of Justice is watching the mining giant », Business Maverick, 14 May 2019.

positivement le lendemain du moins pour un temps. En étant à la fois, producteur, exportateur, et négociant, Glencore et China Molybdenum détiennent le devenir de « l'or bleu » au Katanga et non les Congolais eux-mêmes.

Si nous prenons l'année 2016 comme référence, d'autres mines contribuant à la production mondiale de cobalt au Katanga sont : Luiswishi appartenant au Groupe Forrest qui a produit 7.000 tonnes, Lubumbashi terrils appartenant au Groupe Forrest avec une participation de 70% et la Gécamines 30% qui a produit 5.000 tonnes, et enfin Ruashi, appartenant à Metorex, une compagnie sud-africain domiciliée à Johannesburg et la Gécamines, a produit 3 391 tonnes.

Voici le cumul de contribution mondiale 2016 de cobalt par la RD Congo :

Mine	Production/tonnes
Mutanda	24.500
Tenke Fungurume	16.054
Luiswishi	7.000
Lubumbashi Terrils	5.000
Ruashi	3.391
Total	55.945

Source : EU, 2018, ibid

Selon S&P Global Market, pour l'année 2016, les 54 mines actives au niveau mondial ont produit 110.350 tonnes de cobalt et 50% de la production vient de la RD Congo⁴⁵ et sa contribution a augmenté jusqu'à 55% les années suivantes. Glencore et China Molybdenum détiennent la grande majorité de la production de cobalt au Katanga. Cependant, en cumulant à la fois la production, la commercialisation et le négoce des prix sur les bourses internationales, les deux compagnies mènent le jeu mondial de « l'or bleu » produit en RD Congo. Les mines cumulées du Groupe Forrest lui donnent une troisième position.

10. Le nouveau code minier de mars 2018

Certains analystes voient dans la fermeture de la mine de Mutanda une opportunité pour Glencore de mettre la pression sur le gouvernement congolais afin de changer son nouveau code minier de mars 2018, faisant

⁴⁵ S&P Global Market Intelligence, 2018.

ainsi d'une pierre deux coups. En quoi le nouveau code minier congolais est-il gênant pour les multinationaux du secteur minier ?

Rappelons que le code minier de juillet 2002 basé sur la libéralisation et la privatisation des entreprises minières a été signé au moment où le pays était partagé entre les rebellions : MLC au nord, RCD à l'est, et le gouvernement de Kinshasa au sud-ouest. En acceptant l'aide de la Banque Mondiale de lui faire une mouture de loi, Joseph Kabila se voyait appuyé par une communauté internationale au moment où il en avait besoin. Et naturellement le résultat fut un code minier taillé sur mesure en faveur des investisseurs. Les royalties pour les métaux non ferreux (cuivre, cobalt, tantale...) étaient fixées à 2%, la taxe sur les profits à 30% et 10 ans de protection fiscale et douanière.

Le nouveau code minier n'a pas en fait significativement changé le régime de taxation. Les royalties pour les métaux non ferreux sont fixées à 3,5%, la taxe sur les profits à 35%, et les super profits à 50%. Ce qui n'est pas énorme en comparaison avec d'autres pays telle la Zambie qui taxe les métaux non ferreux à 6% ou le Ghana à 5%.

Ce qui a mis mal à l'aise les investisseurs dans le nouveau code minier, c'est le fait que certains métaux, dont notamment le cobalt et le coltan (tantale), sont qualifiés de « minerais stratégiques » et taxés à 10% et que les 10 ans de protection fiscale et douanière sont supprimés. Notons que quand le nouveau code minier est signé en mars 2018, le prix d'une tonne de cobalt sur le marché international est autour de 94.500 dollars américains. Et il est indéniable que le cobalt est effectivement un minerai stratégique dans l'industrie de la haute technologie de pointe et dans la production des véhicules électriques.

Les multinationales présentes au Katanga et ailleurs se sont battues bec et ongle pour stopper la promulgation du nouveau code minier mais l'ex-président Joseph Kabila s'est avéré pour une fois intraitable. Le bras de fer engagé par les capitaux financiers contre le nouveau code minier congolais pouvait se ressentir même dans le soutien des candidats à la présidence de la république fin 2018. A voir les moyens logistiques mis à la disposition du candidat unique de l'opposition Lamuka et les moyens de bord de certains autres, il n'était pas difficile de voir qui parmi les candidats a les faveurs des multinationales du secteur minier en RD Congo. Maintenant que le verdict des urnes a été ignoré et qu'un arrangement entre le président sortant et le nouveau a été trouvé, il est important de voir si le nouveau président se range derrière le nouveau code minier et quelles sont les réactions des capitaux financiers au Katanga.

Ceci dit, la fermeture de la mine de Mutanda par Glencore en août 2019 sans aucune consultation avec les autorités congolaises démontre suffisamment que les capitaux financiers restent les maîtres du jeu du secteur minier au Katanga. La qualification par le nouveau code minier congolais du cobalt comme un minerais stratégique est tout à fait compréhensible au regard du virage que l'économie mondiale est entrain de prendre. Cependant, en ne contrôlant ni sa production, ni son écoulement, ni le prix sur le marché international on peut se demander quelle marge de manœuvre la RD Congo a pour imposer sa politique ?⁴⁶

11. Leçons tirées

- Le cobalt recherché pour la fabrication des véhicules électriques non polluants est un atout majeur que possède la RD Congo étant donné que le pays représente plus au moins 60% des réserves mondiales. A l'heure où nous en sommes, les multinationales tel Glencore contrôlent la production, la commercialisation et pèse de son poids sur les marchés financiers du cobalt. La RD Congo, impuissant, est réduit au statut de spectateur comme monsieur tout le monde. Comment la RD Congo peut utiliser le nouveau code minier de mars 2018 pour reprendre les choses en main et devenir un acteur incontournable et constructif dans une logique de gagnant – gagnant ?
- Malgré le fait que la RD Congo est le plus grand producteur de cobalt (55%), sa production du cobalt raffiné est de 0,4% seulement et c'est la Chine qui fait le raffinage de 80% de cobalt au niveau mondial et dont la majorité en provenance de la RD Congo. Conscient de ce manque à gagner, le gouvernement congolais avait annoncé en 2013 vouloir interdire l'exportation du concentré de cobalt et du cuivre pour investir et accroître sa capacité de raffinage. Mais ce fut seulement un effet d'annonce car aucune action concrète n'a suivi. Le déficit énergétique serait la raison principale de l'incapacité de la RD Congo d'accroître sa capacité de raffinage. Cependant, quand on voit le montage du projet Grand Inga, les investisseurs ont le soucis de vendre l'énergie produite ailleurs en Afrique plutôt que combler prioritairement le déficit énergétique de la RD Congo pour lui permettre une plus-value sur ses propres productions telle

⁴⁶ South African Resource Watch, « Glencore et la fermeture de MUMI : un chantage ou une réaction réelle aux défis du marché ? », Press Statement, 20 August 2019.

l'augmentation de sa capacité de raffinage de ses minerais. L'indépendance énergétique est la base de l'économie du pays et il est impératif que ce secteur soit prioritaire dans les politiques du nouveau gouvernement.

- La contribution de l'artisanat minier allant jusqu'à 20% de la production nationale de cobalt n'est pas négligeable. Et quand on voit l'aisance avec laquelle le gouvernement congolais se prive de parole et de marge de manœuvre en vendant ses participations à vil prix comme naguère dans la mine de Mutanda (20%) et la mine de Kansuki (100%), au moins l'artisanat minier est à l'œuvre sur le terrain et profite directement aux milliers de creuseurs actifs. Cette exploitation artisanale doit être valorisée, et intégrée dans la grande industrie au regard du poids de sa contribution. Ceci dit, selon notre enquête, une grosse inquiétude concerne les conditions dans lesquelles ces artisans miniers travaillent. Le premier défi à lever est celui du travail des enfants. En effet, environ 40% des travailleurs dans les mines artisanales du Cobalt sont des enfants de moins de 17 ans. Nous parlons ici de 40 à 50 milles enfants qui travaillent dans ce secteur et parfois ces enfants n'ont que 6 ou 7 ans. Certains y travaillent régulièrement et ont abandonné l'école, d'autres y vont de temps en temps après l'école, et finissent malheureusement par arrêter l'école. Ils travaillent dans des conditions très difficiles, parfois jusqu'à 12h par jour pour certains. Des jeunes garçons de moins de 15 ans sont obligés de travailler dans de puits de plus de 50m sous terre dans des conditions horribles. La plupart d'enfants disent qu'ils utilisent cet argent pour soutenir les besoins de la famille en nourriture, en soins médicaux et pour ceux là qui étudient, une partie de cet argent est utilisée pour payer les frais scolaires. Selon les résultats de nos recherches, environ 60% des revenus gagnés par les enfants sont reversés à leur famille. Ces enfants ne gagnent pas grand chose, environ 1 à 2 USD par jour. Les filles sont exposées à d'autres dangers comme la prostitution et des violences sexuelles de la part des hommes dans les mines. La plupart de ces enfants ne travaillent pas directement pour les grandes compagnies minières. Ils sont plutôt très actifs dans les mines artisanales, mais finissent par revendre leurs minerais aux négociants qui les revendent à leur tour aux grandes entreprises minières. Le deuxième défi concerne les conflits qui deviennent de plus en plus fréquents entre

les artisans miniers et les grandes entreprises minières. En effet, selon le code minier congolais, si une zone minière est accordée à une entreprise minière, les artisans miniers doivent se retirer et chercher une zone d'exploitation artisanale (ZEA). La difficulté c'est que les ZEA sont rares et ne sont pas riches en minerais. Il en résulte que les artisans miniers refusent d'abandonner les zones minières accordées aux entreprises minières. Ce qui crée des conflits et le plus souvent violents. Les entreprises minières utilisent l'armée et la police pour déguerpir de force les artisans miniers causant souvent des blessés et des morts. Une collaboration entre les artisans miniers et les grandes entreprises minières est à encourager et une source d'inspiration serait l'expérience réussie entre Shemaf et la coopérative COMIA-KOL à Kolwezi. L'amélioration des conditions de travail des artisans miniers, et la lutte contre le travail des enfants devraient constituer une priorité du gouvernement dans ce secteur.

- Le nouveau code minier prévoit qu'une part des revenus des entreprises soit reversée aux communautés locales. Cette disposition du code minier est donc importante car elle permet à ces communautés de bénéficier directement des revenus miniers. Cependant, quelques problèmes se posent : notamment, certaines entreprises traitent directement avec les chefs coutumiers en leur versant cet argent qui n'arrive jamais à la communauté. Ce qui crée de conflits et tensions entre les chefs et les populations. Il est impératif d'accompagner ces communautés pour une bonne gestion de cet argent et éviter qu'il ne génère des nouveaux conflits. Aussi, certaines entreprises minières ne paient pas du tout ou ne paient pas ce qu'elles devraient payer aux communautés, et violent ainsi le nouveau code minier. Un travail d'accompagnement et de sensibilisation régulière de ces entreprises pourrait être facilité par certaines organisations de la société civile compétentes en la matière.
- Le développement d'un pays dépend d'abord de ses propres ressources humaines. Il est clair que la culture de prédation structurelle en RD Congo est non seulement un frein à son développement mais mine le devenir du peuple congolais dans son ensemble. Kamoto Copper Company n'a pas de problème de verser les royalties qui reviennent de droit au souverain primaire dans un compte privé d'une entreprise domiciliée dans un paradis

fiscal au Gibraltar. Qu'est ce qu'une telle compagnie en déduit pour elle-même ? Pourquoi ne peut-elle pas utiliser le degré de corruption à la tête du pays pour son profit personnel ? C'est d'ailleurs ce qu'elle fait en transférant les dettes d'une de ses filiales à une autre et en maximisant les profits dans une filiale de son choix. Comment arrêter une telle saignée d'un pays ? La tâche appartient aux seuls Congolais mais faut-il encore qu'ils se libèrent d'une élite prédatrice qui a privatisé les ressources du pays. Ceci dit, la reconduction du même PDG à la tête de la Gécamines et le maintien du ministère des mines dans les mains du Front Commun pour le Congo sont des signes claires que le changement de la culture prédatrice en RD Congo n'est pas pour demain. Il est impératif qu'un lobby solide de la société civile s'organise pour demander une question somme toute simple : comment les royalties d'une mine qui reviennent de droit au souverain primaire peuvent atterrir dans un compte privé d'un particulier dans un paradis fiscal avec la bénédiction de l'autorité suprême du pays ? Le cas de Kamoto Copper Company ne serait qu'un arbre qui cache la forêt.

- En 1978, lors de la guerre du Shaba, actuel Katanga, l'économie mondiale s'est réveillée dépendante du cobalt congolais. Quarante ans plus tard, la donne n'a pas changé. Au regard du virage vers une économie mondiale moins polluante, le cobalt congolais s'avère encore une fois incontournable. La transition d'un moteur à combustion vers un véhicule électrique prendra du temps, au regard du coût financier que cela représente, mais selon les prévisions le déclin pourrait s'amorcer dès 2020. Comment ne pas gaspiller ce virage et l'utiliser à bon escient pour le bien non seulement du peuple congolais mais du monde entier en général ? Il s'agit dans un premier temps pour le gouvernement congolais de renégocier son droit de parole et de marge de manœuvre avec China Molybdenum et Glencore en se réappropriant ses participations vendues à vil prix par le gouvernement Kabila sortant et d'autres avant lui. Dans un deuxième temps, le gouvernement congolais doit s'assurer qu'une décision unilatérale comme celle de la fermeture de Mutanda en août 2019, par pures raisons spéculatives, ne se fasse sans qu'il ne soit impliqué et associé et ceci n'est possible que si ses participations redeviennent majoritaires dans ses joint ventures avec les multinationales. Encore faut-il mettre fin à la prédation structurelle de

nos élites politiques et administratives qui rendent possible la paupérisation du trésor public et du peuple congolais en général au profit de leurs poches individuelles. Tout un combat qu'il faudra enfin oser mener.

12. Piste d'approfondissement

Dans la lutte contre les réchauffements climatiques, la RD Congo est attendu sur deux fronts importants, notamment, la gestion de ses forêts et la fiabilité de la chaîne d'approvisionnement de son cobalt. Il est impératif pour la RD Congo de combiner ses deux atouts, à savoir, sa forêt tropicale et son cobalt pour se tailler une place de choix dans la bataille pour une économie non polluante dans le court et le long terme. Comment y arriver ? A ce stade, la réponse est certes théorique mais ouvre un champ du possible. Il s'agit dans un premier temps de déclarer constitutionnellement la forêt tropicale congolaise et son cobalt comme fonds souverain. D'habitude, les fonds souverains sont les fonds d'investissement détenus par un Etat et financés pour la plupart par des excédants de l'activité économique du pays. Par exemple, les fonds souverains Koweïtiens sont financés par les excédents de ses pétrodollars, les fonds souverains Temasek du Singapour sont financés par ses excédants commerciaux ou les fonds souverains de la Norvège sont financés par les bénéfices de son pétrole.

La RD Congo ne peut se prévaloir d'aucun excédant pour le temps qui court pour financer ses investissements. Mais dans le contexte d'une économie non polluante du future, la RD Congo peut faire valoir son excédant d'oxygène produit par ses forêts tropicales et dont l'humanité entière a besoin et ses ressources de cobalt pour la technologie de pointe et le transport non polluant.

Pour diminuer l'émission mondiale de gaz à effet de serre, un système de quotas carbone (droit à polluer) échangeables sur le marché a été instauré dans le cadre du Protocole de Kyoto de 1992, adopté le 11 décembre 1997 et entré en vigueur le 16 février 2005. Selon ce protocole, les « unités de réduction certifiée des émissions », URCE en sigle, ou crédit-carbone, ou encore quota-carbone, sont supposés pouvoir aider les pays industrialisés à atteindre plus facilement leurs objectifs globaux de réduction d'émissions de CO₂, en aidant des projets d'investissements propres dans des pays en développement. Dans la réalité, le marché de crédit-carbone n'a cessé de s'effondrer et l'optimisme retrouvé à la COP 21 de Paris en 2015 se bute au manque de volonté politique de certains gros pollueurs comme les Etats Unis qui s'isolent de plus en plus.

Le marché de crédit-carbone serait le processus d'achat et de vente des quotas qui permettent à leur titulaire d'émettre l'équivalent d'une tonne de CO2. Ce commerce des quotas de carbone s'appuie sur trois éléments de base que sont la notion de plafonnement et de l'échange, la notion de compensation de carbone et enfin la notion de transactions commerciales.⁴⁷ La Norvège vient de signer en septembre 2019 un accord avec le Gabon et promet un financement de 150 millions de dollars américains sur 10 ans à raison de \$ 10 la tonne de carbone. Malgré cette inégalité dans la compensation car la tonne de carbone séquestrée ou non produite est financée 25 euros en Europe, c'est un pas dans la bonne direction et une amélioration à la hausse pourrait toujours se négocier.

Ceci dit, il n'empêche que la RD Congo peut renforcer la conservation et la préservation de ses forêts tropicales et échanger ses excédants d'oxygène avec les pays de bonne volonté, conscients et sensibles à la crise climatique qui menace l'humanité dans son ensemble. Les fonds générés peuvent dans un deuxième temps racheter ses participations vendues à vil prix dans ses mines de cobalt ainsi que maximiser ses parts pour devenir majoritaire et recouvrer ses droits de parole et d'initiative pour enfin investir dans les infrastructures d'un développement propre et non polluant. Un rêve ? Une utopie ? Sans doute car cela suppose des ressources humaines qui manquent cruellement et un leadership cohérent, aseptisé de la culture de prédation structurelle ambiante. Il est impératif qu'une prise de conscience ouvre ce champ du possible. Une utopie certes, mais créatrice. Pourquoi pas.

Aloys Tegera
Senior Researcher
Pole Institute
Décembre 2019

⁴⁷ www.brainforest-gabon.org, « Etude sur la mise en place et le fonctionnement du marché du carbone au Gabon », Cabinet AGRECO, juin 2013.